



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

élèves

Question écrite n° 46761

Texte de la question

Mme Véronique Louwagie attire l'attention de Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'éducation nationale, chargée de la réussite éducative, sur la corrélation entre le milieu socio-économique et la performance scolaire bien plus marquée en France que dans la plupart des pays de l'organisation de coopération et de développement économique (OCDE). Le recul des résultats scolaires dans l'éducation prioritaire (maîtrise des compétences de base en fin de CM2 et en fin de 3e) et de l'accès au baccalauréat des enfants des catégories socialement défavorisées, illustre notamment la différenciation sociales des performances des élèves. Le Fonds d'appui aux expérimentations en faveur des jeunes (FEJ) finance des actions « visant à favoriser la réussite scolaire des élèves » et à améliorer l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de moins de moins de 25 ans ». Ce dispositif inédit et ambitieux a ainsi permis de tester des innovations sociales à petite échelle, avec une évaluation rigoureuse de leurs effets, afin d'en mesurer les avantages et les inconvénients et, le cas échéant, les généraliser ou, au moins, susciter une inflexion des pratiques. Il convient cependant de renforcer les expérimentations afin de préfigurer des politiques publiques innovantes, et pour cela en tirer toutes les conséquences pour l'action publique. Deux expérimentations méritent d'être citées : « La Mallette des parents » en classes de sixième et de troisième, et celle sur le permis de conduire, qui fait notamment apparaître l'intérêt d'une simplification. Dans son rapport d'information sur l'évaluation des politiques publiques en faveur de la mobilité sociale des jeunes, le Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques a proposé dans le cadre du dispositif actuel et du développement des dynamiques partenariales de « renforcer la coordination des principaux acteurs, en confortant l'échelon régional par l'élaboration d'une convention stratégique (entre l'État, la région et l'union régionale des missions locales) ». Aussi, elle souhaite connaître quelles sont les intentions du Gouvernement suite à cette proposition.

Données clés

Auteur : [Mme Véronique Louwagie](#)

Circonscription : Orne (2^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 46761

Rubrique : Enseignement

Ministère interrogé : Réussite éducative

Ministère attributaire : Éducation nationale

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [24 décembre 2013](#), page 13423

Question retirée le : 20 juin 2017 (Fin de mandat)